



APPEL À MANIFESTATION D'INTERÊT N° 002/ADM/SIGAMP/FR/2025 EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR LE CONSEIL FISCAL AU FONDS ROUTIER

1 – CONTEXTE / JUSTIFICATION DE LA MISSION

Le Gouvernement de la République du Cameroun, dans le souci de promouvoir et de consolider une croissance économique durable, a créé avec l'appui des partenaires au développement, un Etablissement Public Administratif de type particulier dénommé « Fonds routier ». Opérationnel depuis le 1^{er} janvier 1999, le Fonds routier est placé sous la tutelle financière du Ministre chargé des Finances et sous la tutelle technique du Ministre chargé des routes.

Le Fonds routier est un mécanisme pérenne de financement des programmes de protection du patrimoine routier national, de prévention et sécurité routière, et d'entretien routier institué par la loi 96/07 du 08 avril 1996. La loi 2004/021 du 22 juillet 2004 a élargi ces missions aux opérations de réhabilitation et d'aménagement des routes dans le cadre d'un guichet distinct et indépendant de celui destiné à l'entretien.

Jusqu'en 2018, la programmation des travaux du Guichet Entretien se faisait hors taxes. Il était stipulé sur les marchés découlant de cette programmation que « seul le décompte hors TVA sera réglé à l'entrepreneur. Le décompte du montant des taxes fera l'objet d'une écriture d'ordre entre les budgets du Ministère ordonnateur et celui en charge des finances ».

Depuis le 1^{er} janvier 2021, les ressources destinées à financer les projets du Guichet Investissement sont virées à la Paierie Spécialisée du MINTP/MINHDU. Ces ressources étaient précédemment virées dans un compte du Fonds routier logé à la Paierie Générale du Trésor net de la TVA et de l'AIR. Ces impôts et taxes sont retenues à la source par les paeries et font l'objet d'une écriture d'ordre entre les budgets du Ministère ordonnateur et celui en charge des finances.

Dans le cadre de la vérification générale de comptabilité pour le compte des exercices 2024 et 2025, le Fonds routier envisage recourir à l'accompagnement d'un conseil fiscal.

2 – OBJECTIF DE LA MISSION

2.1 – OBJECTIF GLOBAL

L'objectif de la mission est de permettre au Fonds routier de renforcer le système de veille fiscale tant au niveau des travaux que du fonctionnement, lui permettant de s'acquitter de ses obligations fiscales et sociales à temps.

2.2 – OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

De manière spécifique, il s'agira :

- d'avoir un dispositif opérationnel de veille fiscale ;
- d'être à jour avec l'administration fiscale et la CNPS.

3 – CONSISTANCE DE LA MISSION

Le Consultant devra assister le Fonds routier dans la gestion optimale des impôts, taxes et cotisations sociales à reverser à l'administration fiscale Camerounaise et à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale.

La période couverte par les prestations s'étend du 1^{er} mars 2025 au 31 décembre 2025.

À ce titre, le Consultant aura pour mission de :

- faire une revue mensuelle de toutes les déclarations fiscales et sociales élaborées par le Fonds routier ;
- donner une appréciation sur les bases d'imposition utilisées par le Fonds routier et proposer les optimisations éventuelles ;
- proposer une synthèse des revues effectuées au cours de l'année et proposer des régularisations le cas échéant ;
- faire un cadrage des opérations fiscales et sociales en fin d'exercice ;
- accompagner le Fonds routier lors des contrôles de l'administration fiscale et de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale ;
- présenter une économie de l'actualité fiscale en rapport avec les activités du Fonds routier ;
- renforcer les capacités de certains personnels sur les innovations et les procédures fiscales ;
- assurer l'accompagnement du Fonds routier dans la gestion des événements contentieux fiscaux.

4 – LIVRABLES

Le Consultant produira les livrables ci-après :

- un rapport mensuel validé par l'équipe projet ;
- un rapport trimestriel validé par la Commission de suivi des recettes ;
- un rapport final de mission ;
- tout avis technique susceptible d'aider le Maître d'ouvrage dans sa prise de décision en matière fiscale.

5 - DURÉE DE LA MISSION

La durée prévisionnelle de la mission est de dix (10) mois à compter du 1^{er} mars 2025.

6 - PROCÉDURE DE SÉLECTION

Le consultant sera sélectionné suivant la procédure définie par les articles 117 et 118 du décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant codes des marchés publics relativement aux modalités de recrutement des consultants individuels.

7 - CRITÈRES DE PRÉQUALIFICATION

La préqualification se fera sur la base des critères ci-après :

A- Qualifications de l'Expert 95 pts

La mission sera réalisée par un Expert en fiscalité.

La grille de notation est définie comme suit :

- titulaire d'au moins un diplôme universitaire BAC + 5 en fiscalité : **25 pts** ;
- inscription à l'ordre national des conseils fiscaux du Cameroun : **10 pts** ;
- expérience professionnelle générale : **20 pts** (2 pts/année) ;
- références en conseil fiscal : **30 pts** (6 pts/mission) ;
- références en conseil fiscal dans des administrations publiques : **10 pts** (5 pts/mission).

B – Présentation du dossier

5 pts

- sommaire, pagination : **2 pts**
- lisibilité des documents présentés : **2 pts**
- intercalaires : **1 pt.**

Dès l'adoption du dossier de préqualification par la Commission de Passation des Marchés, le consultant classé meilleur et ayant obtenu un score d'au moins 80/100 sera notifié par le Maître d'ouvrage pour la suite de la procédure.

8 – DOSSIER DE CANDIDATURE

Les Consultants intéressés sont invités à manifester leur intérêt pour la réalisation de la mission. À cet effet, pour être recevable, le dossier de candidature devra impérativement comporter les pièces suivantes :

8.1 – Pièces administratives :

- Une lettre de soumission ;
- Une copie de l'attestation d'immatriculation ;
- Une copie de l'attestation de conformité fiscale, datant de moins de trois (03) mois chacune.

8.2 – Offre technique :

- Un curriculum vitae détaillé et signé de l'expert proposé ;
- Une copie certifiée conforme du diplôme en fiscalité, délivrée par l'autorité compétente ;
- Les pièces justificatives des références professionnelles pertinentes (procès-verbaux de réception, copies des premières et dernières pages des contrats, ou tout autre document équivalent).

L'exhaustivité des pièces administratives sera exigée à l'étape suivante.

9 – DATE ET LIEU DE DÉPÔT DES CANDIDATURES

Le pli fermé contenant la manifestation d'intérêt en six (06) exemplaires dont un (01) original et cinq (05) copies et portant la mention : *Appel à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un Conseil fiscal. « A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »* devra être déposé au plus tard le 8 juillet 2025, à l'adresse suivante :

FONDS ROUTIER :

Immeuble SNI 12^{ème} étage - porte 12-18 - COURRIER
BP 6221 Yaoundé - CAMEROUN
Tél. : (237) 222 22 47 52

10 – FINANCEMENT

Le financement de la mission sera assuré par le budget de fonctionnement du Fonds routier – Ligne budgétaire : 9BS612AC05/A2P1A60002/612050 - Site 03 - Exercice 2025 - Guichet Entretien.

L'Administrateur,

ESSAIE MOUSSA Aubin



**CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST No. 002/ADM/SIGAMP/FR/2025 FOR THE
RECRUITMENT OF AN INDIVIDUAL TAX CONSULTANT FOR THE ROAD FUND**

1 – BACKGROUND /RATIONALE FOR THE MISSION

In bid to promote and consolidate sustainable economic growth, the Government of the Republic of Cameroon has created, with the support of development partners, a special Public Administrative Establishment referred to as the "Road Fund". This institution, which has been operational since 1 January 1999, is under the financial supervision of the Ministry of Finance and the technical supervision of the Ministry in charge of roads.

The Road Fund is a permanent mechanism for financing programmes aimed at protecting the national roads asset, ensuring road safety and maintenance, as instituted by law 96/07 of 8 April 1996. Law No.2004/021 of 22 July 2004 has extended its missions to road rehabilitation and development operations within the framework of a Window distinct and independent from the one meant for maintenance.

Until 2018, the programming of works under the *Maintenance Window* was done exclusive of taxes. It was stipulated in contracts under this programming that "only the account exclusive of VAT taxes should be paid to the contractor. The amount of taxes' invoice shall be subject to a suspense entry between the budgets of the authorising ministry and the ministry in charge of finance".

Since 1 January 2021, resources meant to finance projects under the Investment Window are transferred to the Specialised Paymaster's Office of MINTP/MINH DU. The Road Fund's resources were previously transferred to its account hosted at the Central Treasury Paymaster's Office free of VAT and AIT. These taxes and levies are withheld at source by the paymasters' offices resulting in a suspense entry between the budgets of the authorising ministry and the ministry in charge of finance.

As part of the general audit of its accounts for the 2024 and 2025 financial years, the Road Fund intends to seek the services of a tax consultant.

2 – OBJECTIVE OF THE MISSION

2.1 – GENERAL OBJECTIVE

The aim of the mission is to enable the Road Fund to strengthen its tax monitoring system in terms of both works and operations, enabling it therefore to fulfil its tax and social security obligations on time.

2.2 – SPECIFIC OBJECTIVES

Specifically, the aim is to:

- have an operational tax monitoring system;
- be up to date with the tax administration and the NSIF.

3 – SCOPE OF THE MISSION

The Consultant shall provide the Road Fund with necessary assistance in the optimal management of taxes and social contributions to be paid to the tax authorities of Cameroon and to the National Social Insurance Fund.

The period covered by the services runs from 1 March 2025 to 31 December 2025.

As such, the Consultant shall:

- carry out a monthly review of all tax and social insurance declarations made by the Road Fund;
- provide an assessment of the tax bases used by the Road Fund and suggest possible improvement;
- provide a summary of the reviews conducted throughout the year and propose regularisations if necessary;
- scope taxes and social insurance operations at the end of the year;
- assist the Road Fund during audits performed by the tax administration and the National Social Insurance Fund;
- provide a summary tax information update related to the activities of the Road;
- build the capacity of certain staff in relation to tax innovations and procedures;
- support the Road Fund in the management of tax litigations that may occur.

4 – DELIVERABLES

The Consultant shall produce the following deliverables:

- a monthly report validated by the project team;
- a quarterly report approved by the Revenue Monitoring Commission;
- a final mission report;
- any technical opinion that may enable the Project Owner to make tax-related decisions.

5 - DURATION OF THE MISSION:

The estimated duration of the mission is ten (10) months with effect from 1 March 2025.

6 - SELECTION PROCEDURE

The consultant will be selected according to the procedure defined by Articles 117 and 118 of Decree No. 2018/366 of 20 June 2018 to institute the Public Contracts Code, relating to the terms and conditions for the recruitment of individual consultants.

7 - PRE-QUALIFICATION CRITERIA

Pre-qualification shall be based on the following criteria:

A- Qualifications of the expert 95 pts

The mission will be carried out by a tax expert.

The rating grid is defined as follows:

- Holder of at least a GCE A/L+ 5 years in taxation: **25 pts**;
- Registration with the National Order of Tax Consultants of Cameroon: **10 pts**;
- General professional experience: **20 pts** (2pts/year);
- References in tax consulting: **30 pts** (6 pts/mission);
- References in tax consulting in public administrations: **10 pts** (5 pts/mission).

B – File presentation 5 pts

- Summary, page numbering : 2 pts
- Legibility of documents presented : 2 pts
- Separator sheets : 1 pt.

Upon acceptance of pre-qualification files by the Tenders Board, the best ranked consultant having achieved a score of at least 80/100 will be notified by the Project Owner for further proceedings.

8 – APPLICATION FILE

Interested consultants are hereby invited to express their interest in carrying out the mission. To be eligible, applications must include the following documents:

8.1– Administrative documents:

- A tender letter;
- A copy of taxpayer's registration;
- A copy of the tax compliance certificate, each less than three (3) months old.

8.2 – Technical Offer:

- A detailed curriculum vitae, signed by the expert proposed;
- A certified true copy of the diploma in taxation, issued by the relevant authority;
- Proof of relevant references (acceptance reports, copies of the first and last pages of contracts, or any other equivalent document).

The complete administrative documents will be required at the next stage.

9 - DATE AND PLACE OF SUBMISSION OF APPLICATION

The sealed envelope containing the expression of interest in sextuplicate (6), including one (1) original and five (5) copies shall bear the following: *Call for Expression of Interest for the recruitment of a tax Consultant, "To be opened only at the tender-evaluation session"* and must be submitted no later than 8 July 2025, at the following address:

ROAD FUND:

SNI Building 12th floor – Room 12-18 – MAIL OFFICIE
PO Box: 6221 Yaounde - CAMEROON
Tel.: (237) 222 22 47 52

10 – FINANCING

The mission shall be financed by the Road Fund's operating budget - Line: 9BS612AC05/A2P1A60002/612050 - Site 03 - 2025 financial year - Maintenance Window.

The Administrator,

ESSAIE MOUSSA Aubin